

léo hamon

socialisme et pluralités



Extrait de la publication



idées/gallimard

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.*

© Éditions Gallimard, 1976.

INTRODUCTION

« Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe sont groupées en une sainte chasse à courre pour traquer ce spectre... le communisme est reconnu dès maintenant par tous les gouvernements d'Europe comme une puissance. » Ainsi débutait en 1847 le *Manifeste communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels; dûment diffusée et enseignée, la phrase inaugurale du *Manifeste* aura été répétée par des centaines de millions d'hommes.

Il y aura bientôt cent trente ans qu'elle a été écrite et c'est de socialisme plutôt que de communisme qu'il faut aujourd'hui parler pour prendre la mesure de l'espérance évoquée : le spectre est devenu un personnage bien en chair — mieux, un peuple; plus familier que rigoureusement identifié (on le verra), il arpente le monde, l'apostrophe, le conteste et l'oriente, le gouverne parfois, pour le gérer, le réformer ou prétendre le bouleverser.

De sages docteurs (dont les prédécesseurs furent autrefois antisocialistes déclarés) ont beau enseigner aujourd'hui que le socialisme n'est plus

qu'une doctrine vieillie, résidu d'un autre siècle, nombreux sont les gouvernants qui, dans les sociétés occidentales elles-mêmes, se réclament de lui — et l'invocation est de rigueur dans les pays de l'Est, comme elle est d'usage dans le tiers monde.

Mais le socialisme ainsi professé par des chefs de gouvernement responsables est aussi revendiqué, comme un défi et un idéal à la fois, par la jeunesse la plus contestataire; car, dans sa volonté de récuser l'ordre établi, de s'insurger même contre lui, la jeunesse, c'est un fait, invoque précisément le socialisme et déclare vouloir l'instaurer. Force est donc bien de constater que si l'idée a vieilli pour certains aînés, elle n'a rien perdu de sa puissance évocatrice pour leurs cadets... et pour des masses humaines dans lesquelles il n'y a pas seulement des jeunes.

Mais ce personnage, ce peuple socialiste est lui-même, à son tour, hanté par un spectre et tenté, entre autres, par une sirène. Le spectre est celui d'un socialisme de réformes qui se situe dans la société présente, délaissant le millénarisme et l'eschatologie; on le pratique sans oser l'avouer, en prétendant même refuser de le reconnaître. La sirène, elle, épargne les difficultés du choix entre le possible et le souhaitable, en chantant l'île merveilleuse où l'on situe tout ce que l'on rêve, sans avoir à choisir entre des satisfactions soudain libérées des pesanteurs qui, ailleurs, excluraient la simultanéité des béatitudes. Malheureusement, l'île ne peut être abordée, car quand on prend pied dans la réalité, il faut en pétrir la terre et se meurtrir parfois les mains aux aspérités qu'on ne peut plus ignorer: la sirène recommande la prophétie plutôt que la responsabilité du pouvoir.

La forme, l'orientation et les perspectives du socialisme ne sont l'apanage de personne mais l'affaire de toute une époque. Problème posé à tous, il est aussi pour beaucoup une espérance. Pas seulement pour ceux qui ont pris la carte des organisations qui se réclament du socialisme, ou pour ceux qui se sont toujours reconnus dans ces organisations en votant pour elles. Car s'il était réservé à eux, comment le socialisme pourrait-il échapper à un destin éternellement minoritaire? Le socialisme est aussi l'espérance — et sera l'action — d'autres encore.

Aussi bien en parlant du « parti des socialistes », aux Assises du socialisme en octobre 1974, François Mitterrand n'admettait-il pas la pluralité des socialistes — ou, plus exactement, des socialismes — dont la réunion peut seule constituer, dans notre pays en particulier et ailleurs encore sans doute, un socialisme puissant?

*

Électeur du Front populaire dont j'ai vécu et partagé l'espérance, j'ai ensuite éprouvé, comme la plupart des résistants, le sentiment que le combat national nous entraînait vers une révolution sociale et que ceux des nôtres qui tombaient dans ce combat auraient assuré à la fois la victoire de l'indépendance nationale et celle d'un certain socialisme. J'ai été, je crois, un des premiers, sinon le premier, à écrire (pour conclure un article paru dans une de nos revues clandestines) : « Nous irons ainsi de la Résistance à la Révolution » : les paroles mêmes du général de Gaulle que nous transmettait la radio de Londres

ne définissaient-elles pas comme un socialisme innommé? La constitution d'un vaste parti — que ne mutilerait plus la barrière dressée jadis entre catholiques et laïques, et tout naturellement abattue dans la Résistance — était une ambition répandue et paraissait une possibilité sérieuse « un grand parti socialisant patronné officiellement ou non par le général de Gaulle, en l'absence duquel la Résistance française ne serait finalement qu'un bel article de publicité pour la France », suivant l'expression prophétique de Jacques Bingen, tombé dans notre combat au début de 1944.

Beaucoup parmi ceux qui partageaient cette espérance entrèrent, à la Libération, dans le parti socialiste ou le suivirent, tandis que d'autres étaient attirés par le M.R.P. naissant; d'autres encore qui ne prirent ni l'une ni l'autre de ces options, donnèrent leurs suffrages à l'U.D.S.R. en ses diverses alliances. Ces Français étaient dispersés mais leur nombre n'était pas négligeable, et Jacques Fauvet a pu, dans son *Histoire de la IV^e République*, faire observer que, leurs suffrages s'étant finalement portés sur les candidats socialistes aux élections de la première Constituante — après avoir mêlé leur « oui » à ceux des socialistes, des M.R.P. et des gaullistes purs lors du premier référendum —, ils ne s'étaient ensuite pas reconnus dans le projet de constitution voté en avril 1946 par une majorité exclusivement socialiste et communiste, ni non plus dans un parti socialiste rétracté sur lui-même : le déplacement de leurs suffrages avait, ajoutait-il, suffi à faire prévaloir le « non » lors du référendum de mai 1946 et entraîné ensuite le recul des suffrages socialistes enregistré entre la première et la deuxième Constituante.

Attaché à ce « travaillisme » que répudiait le parti socialiste en place — et que le général de Gaulle n'entendait pas couvrir malgré la sollicitation dont il avait été l'objet de notre part (Georges Izard a raconté la visite que nous lui avons faite en 1945) —, j'ai cru et j'ai espéré trouver pour lui un instrument d'avancement dans le M.R.P.; j'ai, dans son sein, connu et combattu (mais en vain) l'entraînement à la guerre froide, l'obstination dans les campagnes d'Indochine, l'engouement pour l'armée européenne (la C.E.D.): peines et impuissances, les militants *subissaient* les pesanteurs électorales, au lieu d'entraîner la masse même de nos électeurs vers une démocratie sociale plus conséquente (comme cela avait été naguère possible pour les nationalisations); cependant qu'à l'intérieur de la S.F.I.O. la solidarité de parti neutralisait en fait les oppositions à la moins défendable des politiques menées en Algérie — celle du gouverneur général Naegelen pendant les années 1949 à 1954 où fut perdu, pour une évolution pacifique, un temps qui ne revint jamais; l'intransigeance s'attachait par contre à la défense des dispositions dans lesquelles s'était coulée la laïcité — et cette raideur limitait les possibilités (que Léon Blum, lui, avait fort bien discernées) pour l'idée socialiste, d'une expansion en direction du peuple chrétien. Faute de trouver les mots qui peuvent convaincre, les promesses qui entraînent, les déclarations socialistes paraissaient trop souvent mêler, à la juste perspective de transformations sociales profondes, une méconnaissance des exigences de l'État et de l'économie.

Ce n'est pas un effet du hasard si la seule espérance sensible à la gauche s'est affirmée et agi avec Pierre Mendès France surgi en dehors du

« sérail », sans s'enfermer dans les terminologies rituelles; son succès même confirmait la possibilité, pour la gauche, d'entraîner le pays en l'adaptant à son temps, avec un style qui rassure les citoyens sensibles à l'autorité tout en exauçant ceux en qui vivait l'exigence du nouveau, du changement : ce fut le « mendésisme ».

Quand le jeu des partis l'eut défait, illustrant une impuissance décidément congénitale des institutions — il m'a paru nécessaire de vouloir le renouvellement de ces institutions — et non plus seulement le déplacement de la majorité d'un dosage à un autre : ce fut l'appel à de Gaulle dont il était aisé de prévoir qu'il serait un jour prochain irrésistible — alors même que son retour au pouvoir était l'objet d'interdits et d'opprobres aussi véhéments que fut général le ralliement quelques semaines plus tard.

J'ai considéré alors que la sagesse politique recommandait la présence et l'influence dans la majorité, plus qu'une opposition impuissante compromise par la rémanence des anciennes formules dont la faillite était manifeste : ce fut le « gaullisme de gauche » dont nous avons, à l'époque, affirmé les positions.

Dix-sept ans après, je pense encore que nous avons gagné les quatre paris qui furent alors les nôtres : la nouvelle république ferait la décolonisation de l'Algérie et celle de l'Afrique noire — elle ferait la décolonisation de la France elle-même en supprimant l'alignement sur les positions américaines qui abaissait notre pays au-dessous d'un minimum vital de fierté nationale; elle sauvegarderait les libertés publiques et restaurerait un État constitutionnel dont la faiblesse avait été sinon acceptée, du moins subie depuis la Libération par les socialistes, ou, plus exacte-

ment, à laquelle ils avaient pensé à tort que la réorganisation des partis suffirait à porter remède sans qu'il fût nécessaire de recourir à des mesures constitutionnelles.

Mais si nous avons gagné ces paris, qui suffisent — je le pense encore — à nous justifier, j'ai sous-estimé le poids de l'électorat qu'allait recueillir de Gaulle — et celui des « entourages », faisant perdre au « prince » lui-même le sens de la sensibilité populaire; elle ne se reconnaîtrait plus dans son action sociale, même quand il accomplirait des réformes favorables par essence à l'émancipation populaire (ainsi de l'effort de constructions scolaires, ainsi des premiers efforts pour la formation professionnelle, etc.). Aussi ai-je assisté, au sein du gaullisme, à une progressive réduction de son électorat et de ses assises au profit du monde traditionnel des modérés (de la manière dont le M.R.P. avait lui-même évolué), avec ses qualités, ses limites et ses impuissances, — monde en tout cas bien différent de celui qu'aurait dû être la réalité du gaullisme.

« En sortir » fut un des objets de notre entreprise en 1969 avec Chaban-Delmas : son renvoi en juillet 1972, les difficultés auxquelles il se heurta dans la campagne présidentielle de 1974 devaient permettre à ceux qui ne l'auraient point encore perçu de reconnaître l'étendue des plages abandonnées.

Les choses étant ce qu'elles étaient devenues, si la France se divisait en conservateurs éclairés (dont certains ont d'ailleurs beaucoup de bonne volonté) et en une gauche vivant l'espérance de justice sociale, ma place au second tour de l'élection présidentielle devait être dans cette gauche : j'ai rejoint naturellement cette place.

J'ai, depuis, observé les difficultés rencontrées

par les formations de gauche pour devenir majorité sans avoir assumé (et donné le sentiment d'assumer) l'État et l'ordre; et j'ai pu aussi constater l'impossibilité, pour l'actuelle majorité, d'assurer le mouvement, le changement, les réformes de structures nécessaires — et de rendre sensible cela même qui est accompli (qui sera toujours en deçà de ce qui est souhaité) sans un appui profond des bénéficiaires d'une telle évolution, des milieux populaires : ceux qui y appartiennent ne donnent certes pas tous leurs suffrages à la gauche, mais les forces politiques de gauche sont la seule expression originale de ces milieux. Pas plus que ne prévaudra une gauche qui semblerait incapable de dépasser le paradis des révoltes, le paternalisme ne ressuscitera au profit d'une majorité croyant faire, par-dessus leurs têtes, le bien de ceux qui n'auront pas voté pour elle.

Si grande est la difficulté d'échapper à ces problèmes que j'incline à y voir la justification d'idées assez peu familières à la gauche traditionnelle et bien plus proches de la tradition gaulliste — à savoir qu'il est impossible de gouverner la France par la gauche contre la droite ou par la droite contre la gauche et qu'un grand rassemblement est nécessaire, celui-là même que réalisèrent en leur temps, chacun à sa manière, Pierre Mendès France et Charles de Gaulle.

Tenu pour un homme de gauche, et même d'extrême gauche, dans les formations auxquelles j'ai appartenu — et ayant en fait toujours éprouvé moi-même l'aspiration socialiste, ayant été connu et jugé comme tel par mes voisins de formation, je me crois le droit de parler du socialisme non seulement en témoin mais en partisan.

Je me reconnais ce droit d'autant mieux qu'en m'exprimant ainsi je pense témoigner pour cette couche de Français sans lesquels il n'y aura pas de majorité socialiste, sans lesquels en tout cas les majorités qui pourraient se créer seraient éphémères : « insensé qui crois que tu n'es pas moi », disait Victor Hugo pour justifier l'individualisme romantique. « Étourdis, dirai-je, qui croyez pouvoir vaincre sans l'adhésion de ces " socialistes du dehors " qui ne s'incluront dans la gauche que si leurs préoccupations y sont aussi entendues ! et si elle sait user avec eux d'un langage commun. »

*

Le socialisme ainsi en question, comment le nommer : socialisme démocratique ? c'est-à-dire entendant agir dans les conditions de la démocratie concurrentielle telle que nous l'entendons en Occident ? L'épithète suscite la protestation des « autres », de ceux qui se prétendent démocrates tout en étant révolutionnaires. Socialisme réformiste ? On se perd alors dans les controverses sur la réforme et la révolution — et leurs imbrications ; par un curieux phénomène « d'intoxication », ceux qui pourraient le plus facilement se retrouver dans ce vocable s'en défendent en prétendant être tout autre chose encore. L'une des appellations suscite ainsi la protestation de ceux qu'elle pourrait exclure ; l'autre, la protestation de ceux qu'elle inclurait. Il faudra ainsi, au moins provisoirement, pour désigner ce dont on parle, nommer un socialisme gradualiste — ou encore un socialisme d'évolution, un socialisme sans révolution. Employons donc ces termes sous bénéfice d'inventaire en attendant que l'analyse éclaire sur leur portée.

J'en proposerai même un autre : synonyme des précédents, il les reprendrait en compte : *le socialisme des pluralités*.

Socialisme des pluralités, qu'est-ce à dire?

Que le socialisme qui est ici en question reconnaît la *pluralité* de ses propres *aspirations* et n'accepte pas d'immoler la plupart à une seule.

Que ce socialisme reconnaît comme légitime la *pluralité* des *tendances* et des opinions, aujourd'hui et demain, et qu'il veut construire la société future à partir de cette pluralité — en s'appuyant sur elle — et non créer une société future qui tenterait d'abolir cette pluralité en prétendant qu'elle n'a plus sa raison d'être.

Que ce socialisme, non seulement reconnaît la pluralité de ses *aspirations*, mais convient encore que son propre avancement peut être assuré par une pluralité de *forces politiques*, de partis distincts et de courants affirmés au sein du même parti.

Que ce socialisme reconnaît la *pluralité* des *situations*, des *circonstances* et des devenirs d'un pays à l'autre et en déduit une *pluralité* de *démarches* possibles, non seulement quant à l'accessoire mais encore quant à l'essentiel.

Que ce socialisme, enfin, reconnaît la pluralité permanente des *impératifs* auxquels il doit satisfaire : ceux de la gestion et ceux de la transformation, ceux de la liberté et ceux d'une orientation de la société dans un sens défini, ceux de la spontanéité et de l'initiative, et ceux de la planification, et qu'il considère qu'il n'est pas importuné mais enrichi par cette pluralité, et qu'il s'interdit de la mutiler.

Mais à peine le sujet est-il ainsi dessiné que des critiques prétendent le réduire à l'histoire d'un

échec : partout, selon eux, le « réformisme » aurait échoué ; les uns le crient bien haut, les autres l'admettent implicitement. Il faut donc au départ, pour obtenir du lecteur l'attention due, rétablir les choses. Car la réflexion sur ce socialisme peut être conduite et son affirmation énoncée sans complexe d'infériorité.

Le socialisme réformiste ou gradualiste aurait échoué partout ? S'il s'agit de l'accession au pouvoir il est plus juste de dire que c'est l'appel à la Révolution qui, faute d'être suivi, a échoué partout dans les pays industriels — et dans bien des pays du tiers monde (mis à part ceux dans lesquels il s'est identifié avec la poursuite de l'unité nationale, comme au Vietnam, ou avec l'affirmation de l'indépendance nationale comme à Cuba). Jusqu'à présent le socialisme révolutionnaire n'a « pris » que dans les pays sous-développés — ce qui était le cas de la Russie à l'époque où s'est produite la révolution socialiste — et encore à la faveur d'une guerre internationale. Où donc dès lors est l'échec, au moins dans nos pays ?

S'il s'agit à présent de la rétention du pouvoir une fois obtenu, il n'est pas étonnant que là où la dictature bloque le balancier de la volonté populaire, le pouvoir demeure entre les mains de ceux qui l'ont une fois capté — à la différence de ce qui advient dans les pays où, par hypothèse, le socialisme gradualiste et démocratique ne supprime pas la possibilité d'un changement pacifique de gouvernants. Quand la force empêche que d'autres le reprennent, le pouvoir demeure assurément plus longtemps entre les mêmes mains et ne risque pas de leur échapper, sauf tragédie majeure. Mais cela aurait-il suffi naguère pour qu'on puisse, par exemple, parler d'un

succès des dictatures face à l'échec des démocraties, après quinze ans de fascisme?

Entend-on enfin par « échec » la confrontation de l'idéal, ou seulement des expectatives et des réalisations? Le socialisme gradualiste a assurément réalisé moins que ce qui était espéré (c'est le destin des entreprises humaines); mais l'écart est-il moindre, dans les pays de dictature, entre ce qui fut rêvé, promis — et ce qui fut donné? Plaignons ceux pour qui le stalinisme n'a pas été une déception, ceux pour qui l'absence de liberté de critique, le mode de répression administrative et le régime policier, continués un demi-siècle après la prise du pouvoir, ne constituent pas une déception¹: l'interdiction de la confrontation publique n'équivaut pas à la réussite et doit plutôt en faire douter.

Quant au sentiment des gouvernés, quel régime doit être présumé le plus décevant, de celui qui accepte la propagande de l'autre, ne craint pas de l'affronter — et en vient aisément à bout, de l'Angleterre à la Scandinavie, à l'Allemagne ou à l'Autriche — ou de celui qui, jusque dans les conventions internationales, fait consacrer (au titre du respect de sa souveraineté) l'interdiction de toute propagande, voire même de toute présentation des réalités de l'autre socialisme? S'il y en a un qui doit être présumé avoir échoué ou tout au moins déçu au regard de la promesse — n'est-ce pas celui qui craint et refuse la confrontation, plutôt que celui qui, sans pouvoir prétendre avoir tenu toutes les promesses, accepte et gagne la confrontation?

1. * A quoi bon en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme si c'est pour favoriser la domination de la majorité par une minorité incontrôlable *, demande justement *Libertés* (p. 35).

Le pouvoir socialiste, assurément, n'a pas réalisé ici l'appropriation collective qui était à son programme; mais ailleurs il n'a pas donné ou respecté la liberté qui était — aussi — dans les promesses. Nulle part l'ensemble de ses promesses n'a été tenu — il faudra donc s'interroger sur les causes, les conséquences et l'enseignement des manquements différents.

Mais l'histoire et les problèmes du socialisme non révolutionnaire peuvent et doivent être envisagés tout autrement qu'en y reconnaissant au départ l'histoire et le bilan d'un échec!!!

*

Une idée essentielle dans ce livre — qu'il faut indiquer dès à présent pour éclairer le lecteur sur ce qu'on a entendu lui exposer — est qu'il y a une logique des choses et des situations, qu'elle a été non pas épuisée et ensuite écartée par le passé, mais seulement illustrée par lui; qu'on ne peut donc pas toujours faire « du nouveau en tout point », en échappant aux difficultés de l'ancien; que l'option entre la réforme et la révolution n'est pas, ainsi, le fait d'une erreur qu'on pourrait à volonté dépasser — et qu'on est donc, d'une certaine manière, souvent condamné à se retrouver dans les situations qu'ont vécues les aînés : on ne peut pas faire une révolution emportant une appropriation collective quasi immédiate de l'essentiel dans les moyens de production, sans se trouver confronté avec la nécessité d'une dictature, et, inversement, on ne peut pas avoir une action démocratique épousant le possible sans se retrouver devant les problèmes et les démarches qui ont été ceux de la social-démocratie. En un mot, il y a des lois de la pesanteur.

On peut naturellement toujours faire mieux, on doit toujours s'y employer, des situations nouvelles permettent justement de le faire en surmontant des difficultés anciennes mais il reste des traditions et des familles d'esprit bien distinctes parce qu'il y a des logiques d'actions différentes. On ne gagne rien à les ignorer. Bien entendue, l'histoire du socialisme démocratique est donc autre chose encore qu'une tâche d'érudits, ou bien un livre qu'auraient pu refermer des novateurs hardis : elle éclaire, en réalité, sur la logique d'une tradition qu'on peut avancer à condition de savoir qu'on la continue, qu'on s'en inspire et qu'on saura la défendre.

Au travers de ce livre cheminent une *conviction*, une *interrogation*, une *préoccupation* : elles intéressent les rapports de trois données sociales, l'idéal socialiste, la société contemporaine, la société particulière formée au service de l'idéal socialiste.

L'idéal socialiste et la société contemporaine sont — c'est ma conviction — en marche vers une rencontre qui peut faire du premier l'orientation de la seconde; le rapprochement s'est fait, jusqu'à présent, par les évolutions convergentes de cet idéal et de cette société, évolutions qui s'influencent mutuellement : le droit du travail, la sécurité sociale, la planification, les progrès accomplis dans la voie de l'égalité des chances ont marqué les démarches de ce rapprochement. Le mouvement de la société tout entière, le renforcement des exigences de justice dans l'esprit public, la conscience accrue du dérèglement des mécanismes anciens et de ses mauvais effets, le souci de l'environnement et de la qualité de vie suggèrent qu'un nouvel et important parcours peut être accompli dans cette voie.



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles



arts



chroniques

léo hamon : socialisme et pluralités

Qu'est-ce que le socialisme ? C'est à cette question qu'essaie de répondre Léo Hamon, qui a été parlementaire, leader des gaullistes de gauche et qui, en 1974, a choisi la gauche et professe depuis quelques années à la Sorbonne un cours sur "L'histoire du socialisme sans révolution". Il insiste sur la pluralité des aspirations que désigne ce mot — une pluralité qu'il ne faut point mutiler dans la pensée et l'action socialistes — et distingue deux courants aussi anciens que le mouvement socialiste lui-même, l'un révolutionnaire, l'autre tour à tour dénommé réformiste, révisionniste, démocratique, dont Léo Hamon s'efforce de dégager la structure intellectuelle permanente (notamment à travers les exemples de E. Bernstein, Jean Jaurès et Léon Blum).

Applicant à la situation présente une analyse qui doit autant à Galbraith qu'à Marx, Léo Hamon affirme la valeur présente de l'aspiration socialiste et s'attache à en faire ressortir les caractéristiques nouvelles en notre temps.

Extrait de la publication